

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 15 – du 11 avril au 18 avril 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : ISRAËL - RÉSILIENCE CERTES, MAIS L'HORIZON EST PLUS CHARGÉ À MOYEN ET LONG TERME

Malgré la récession sévère du dernier trimestre 2023 (-19% du PIB), en année pleine la croissance est restée positive en 2023 (+1,8%). En 2024, Israël devrait éviter la récession (entre +0,2 et +2,2% de prévision de croissance mais cela dépendra de l'ampleur et de la durée de la guerre ainsi que de l'atmosphère politique intérieure. La construction (10% du PIB) reste le principal point noir et, avec elle, d'autres conséquences de moyen-long terme sont sources d'inquiétudes (IDE, impacts budgétaires).

LE CHIFFRE À RETENIR

**+1,8%**

CROISSANCE  
DU PIB EN 2023

La guerre, dans sa première phase, ne devrait pas avoir d'impact majeur sur les fondamentaux économiques du pays. L'endettement public devrait être contenu en deçà de 70% du PIB cette année tandis que le shekel a retrouvé son niveau antérieur à la bulle high tech des trois dernières années. Le déficit budgétaire s'est toutefois creusé en 2023 (-4,2% du PIB) et s'aggravera en 2024 (environ -7,5% attendus) mais cette tendance était déjà à l'œuvre avant le conflit.

L'impact de la guerre sur l'inflation est assez faible à ce stade, malgré un renchérissement des produits frais, de la logistique et des assurances. La banque d'Israël a réussi à baisser son taux directeur à 4,50% en janvier, l'inflation est repassée sous les 3% en glissement annuel. Les exportations de gaz vers la Jordanie et surtout l'Égypte sont de nouveau au maximum de leur potentiel.

La principale préoccupation demeure le manque de main d'œuvre qui affecte le secteur de la construction et l'agriculture (qui ne représente que 1% du PIB mais constitue un secteur à la fois stratégique et emblématique). La suspension des permis de travail des Palestiniens<sup>1</sup> semble durable. Le remplacement par des nouveaux travailleurs venus de pays lointains ne devrait s'intensifier qu'au deuxième semestre 2024. Comme avant la guerre, l'économie d'Israël fonctionne en **plein emploi** avec un taux de chômage de l'ordre de 3%.

La haute technologie, avec 18% du PIB et 55% des exportations (biens et services) semble marginalement affectée. Le secteur n'est guère sujet au boycottage et ses exportations dépendent rarement des chaînes logistiques. Enfin, l'industrie d'armement, le deuxième moteur de l'économie (12 milliards USD d'exportations en 2022), est florissante.

À plus long terme néanmoins, les perspectives sont mitigées pour l'économie israélienne

Certains choix politiques pourraient s'avérer coûteux à terme. La sécurisation des infrastructures routières en zones B et C de Cisjordanie absorbe une grande partie du budget des transports. Le gouvernement a renforcé le financement des écoles ultra-orthodoxes et des yeshivas et le débat sur la conscription des Ultra-Orthodoxes (13% de la population) amplifie un clivage de société. La suspension des permis de travail des Palestiniens est un

<sup>1</sup> Avant-guerre, il y avait 100 000 permis valides pour les travailleurs palestiniens venant travailler en Israël, auxquels venaient s'ajouter de 80 à 100 000 « clandestins ». Aujourd'hui seuls 24 000 permis sont reconnus, dont 16 000 pour les colonies. Le nombre de « clandestins » pourrait être de 20 000.

enjeu important et la mise à l'arrêt de 50% des chantiers pourrait avoir des conséquences sur les prix déjà très élevés de l'immobilier.

**La confiance des investisseurs étrangers a été écornée** par la réforme judiciaire, perçue comme une remise en cause de l'État de droit. Les IDE sont toujours enviables, notamment dans la Tech, mais ils sont passés en quatre ans de 25-30 milliards USD par an à 16 milliards USD en 2023. Ce projet de réforme de la justice met en lumière un clivage au sein de société. Les agences de notation n'ont pas manqué de le relever ; elles ont dégradé les perspectives d'Israël à négatives même si la notation d'Israël demeure très bonne (A2 pour Moody's, A+ pour Fitch et A+ pour S&P, qui vient de dégrader sa note, cf. brèves infra)<sup>2</sup>. Sur l'investissement intérieur, **la guerre a aussi ralenti les prises de décisions** et suspendu certains projets.

**Enfin, l'effort de défense nationale devrait augmenter dans les prochains mois et années.** Tendanciellement, l'effort de défense d'Israël connaissait une normalisation par rapport aux autres pays de l'OCDE. Il était de 4,5% du PIB avant le 7 octobre, soutenu par une aide américaine de 3,8 Mds USD par an votée sur base décennale. Il devrait augmenter à **au moins 5,5% de la richesse nationale**. C'est 1 point de PIB supplémentaire qui devra y être consacré au moment même où l'État devra faire face à une augmentation du taux de dépendance des personnes âgées - actuellement de 25% il devrait passer à 32% dans 25 ans – et à une croissance des besoins en infrastructures (au moins 1 à 2 points de PIB par an selon les estimations de la banque centrale en 2021).

**Service Économique de Tel Aviv**

---

<sup>2</sup> Étonnamment, le gouverneur de la Banque Centrale estimait le 1<sup>er</sup> avril que la note réelle d'Israël serait plutôt « BBB », donc que le pays était surnoté par les agences.

## ÉGYPTE

### 1. L'UNION EUROPÉENNE ACCORDE 1 MD € D'ASSISTANCE MACRO FINANCIÈRE D'URGENCE.

Le Conseil de l'Union Européenne a annoncé dans un [communiqué](#) de presse le 12 avril 2024 fournir à l'Égypte une première assistance macro-financière d'urgence d'un montant d'1 Md EUR. Cette assistance délivrée sous la forme d'un prêt concessionnel et versée en une seule tranche d'ici fin 2024, fait partie du paquet financier d'un montant pouvant atteindre jusqu'à 7,4 Mds EUR annoncé le 17 mars au Caire par la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Une seconde assistance macro-financière d'un montant de 4 Mds EUR doit encore être approuvée pour un versement attendu en plusieurs tranches sur la période 2024-2027.

### 2. BUDGET 2024-205 : AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DES DÉPENSES SOCIALES.

Le ministère des Finances a [annoncé](#) le 13 mars 2024 l'augmentation de l'enveloppe budgétaire dédiée aux dépenses de santé et d'éducation dans le projet de loi de finances pour 2024/25. Ces annonces s'insèrent dans le plan de développement économique et social du gouvernement pour le prochain exercice. Le secteur de l'éducation devrait ainsi bénéficier d'une augmentation de 45 % de ses ressources par rapport au budget adopté un an plus tôt (atteignant 858 Mds EGP soit 17 Mds USD), la santé de 25 % (496 Mds EGP soit 10 Mds USD) et la protection sociale de 20 % (636 Mds EGP soit 13 Mds USD). Les dépenses totales du gouvernement devraient s'élever à 6 400 Mds EGP (132 Mds USD) pour l'exercice 2024/25, l'éducation, la santé et la protection sociale représentant respectivement 13%, 7% et 9% de celles-ci.

### 3. DÉBLOCAGE DES MARCHANDISES IMPORTÉES (8 MDS\$) DANS LES PORTS ÉGYPTIENS.

Le ministre des Finances Mohamed Maait a annoncé le 12 avril 2024 la sortie de 8 Mds USD de marchandises importées des ports égyptiens. Du fait des pénuries de devises, les importateurs égyptiens ne pouvaient pas payer leurs fournisseurs, provoquant l'immobilisation de leurs commandes dans les ports nationaux. Les différentes aides financières débloquées depuis fin février 2024 et l'entrée importante de devises étrangères conséquente ont permis de résorber les arriérés de paiement de marchandises et de libérer en priorité les produits de première nécessité (alimentaire, santé et intrants à la production). Témoignant

également d'une fluidification des échanges financiers, les échanges interbancaires sont en expansion de 128 % entre février (moyenne de 24 111 M EGP par jour) et mars 2024 (54 927 M EGP par jour, soit 1,2 Md USD).

## IRAK

### 1. PREMIÈRE VISITE OFFICIELLE DU PREMIER MINISTRE IRAKIEN AL SOUDANI AUX ÉTATS-UNIS.

Le Premier Ministre Mohammed Chia Al Soudani a été reçu le 16 avril par le Président Biden à la Maison Blanche à l'occasion de sa première visite officielle aux États-Unis. Le communiqué conjoint publié à l'issue de l'entretien réaffirme l'engagement pour une coopération bilatérale globale prévue dans l'Accord de partenariat stratégique (Strategic Framework Agreement) de 2008. Les discussions ont porté sur la coopération politique, économique et en matière de sécurité. En matière d'énergie et d'environnement, ont été évoquées les opportunités de coopération avec les entreprises américaines pour atteindre l'objectif d'indépendance énergétique de l'Irak à horizon 2030, la modernisation du secteur de l'énergie, la réduction des émissions de méthane (torchage de gaz) et la réalisation des interconnexions électriques avec les pays voisins (Jordanie et États du Golfe). Le Président Biden et le Premier Ministre irakien ont évoqué les réformes du secteur bancaire destinées à renforcer l'insertion de l'Irak dans le commerce international tout en intensifiant la lutte contre la corruption, le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Les réformes engagées en 2023 visent en particulier au développement par les banques irakiennes d'un réseau de banques correspondantes internationales pour l'accès aux devises et la réalisation des transactions financières liées au commerce. Le Premier Ministre irakien s'est par ailleurs entretenu avec les dirigeants d'entreprises américaines, notamment General Dynamics Corp (défense), Honeywell (technologies pour l'industrie pétrolière et les infrastructures aéroportuaires), Baker Hughes (réduction du torchage de gaz et développement des champs pétroliers et gaziers), Stellar Energy (centrales électriques à cycle combiné). [Joint Statement from the Leaders of the United States and the Republic of Iraq | The White House](#)

### 2. PRÊT DE 50 M \$ D'INSTITUTIONS AMÉRICAINES À LA NATIONAL BANK OF IRAQ.

Un contrat de prêt de 50 M USD a été signé par l'International Development Finance Corporation (DFC) et l'USAID (l'agence de développement

américaine) avec la banque privée National Bank of Iraq (NBI) en marge de la visite à Washington du Premier Ministre Al Soudani. Le prêt est destiné au soutien du secteur privé en Irak, en particulier par le financement des PME. Les financements seront orientés en priorité vers les entrepreneurs primo-emprunteurs et au bénéfice des entreprises détenues par des femmes. La National Bank of Iraq est la banque privée la plus importante du pays en termes d'actifs, détenue en majorité par la Capital Bank of Jordan.

### 3. CONTRACTION DE 2,2% DU PIB IRAKIEN EN 2023

D'après la dernière édition du *World Economic Outlook* du FMI, le PIB de l'Irak s'est contracté de 2,2% en 2023, après +7% en 2022, principalement sous l'effet d'une diminution de la production de pétrole couplée à une modération du cours du baril (-4% de la production domestique pétrolière, -17,3% du prix du baril exporté d'Irak). Structurellement dépendant des activités pétrolières, l'Irak a enregistré une dégradation de l'ensemble des indicateurs macroéconomiques en 2023, après une nette amélioration de l'équilibre externe et des finances publiques en 2022. Si le niveau de la dette publique n'est pas source d'inquiétude à ce jour (44% du PIB en 2023), le budget expansionniste irakien 2023-2025 et sa structure rigide (importante masse salariale publique) pourraient le porter à plus de 85% du PIB d'ici 2029 selon le FMI. Le FMI prévoit une reprise de la croissance en 2024, à +1,4%, principalement attribuable à l'expansion budgétaire. À plus long terme, la croissance de l'Irak devrait demeurer volatile et peu inclusive, étant donné la faible diversification économique. Le FMI anticipe une croissance moyenne autour de +3,5 % par an d'ici à 2029 - un niveau modeste compte tenu de la croissance démographique soutenue (rythme annuel moyenne à 2,6%).

### 4. REPRIS DES VOLS D'IRAQI AIRWAYS VERS PÉKIN.

La compagnie aérienne nationale Iraqi Airways va reprendre ses vols au départ de Bagdad et à destination de Pékin, à raison de deux vols par semaine. Cette reprise fait suite à plusieurs années d'interruption. En octobre 2023, Iraqi Airways avait repris ses vols directs entre Bagdad et Guangzhou, province de Guangdong dans le sud de la Chine.

## IRAN

### 1. NOUVELLES SANCTIONS CONTRE L'IRAN.

Suite à l'attaque iranienne du 13 avril dirigée contre le territoire israélien, l'Union Européenne, les États-

Unis et le Royaume-Uni ont annoncé de nouvelles sanctions économiques ciblées. Le président du Conseil européen, Charles Michel, a ainsi déclaré à l'issue d'un sommet à Bruxelles rassemblant les dirigeants des 27 États membres avoir « *décidé d'imposer des sanctions contre l'Iran* », l'idée étant de « *viser les sociétés qui ont un rôle dans la fabrication des drones et des missiles* ». Le département du Trésor américain a annoncé imposer des sanctions ciblant « *le programme iranien de drones, l'industrie sidérurgique et les constructeurs automobiles* ». Un communiqué de la Maison Blanche a précisé que ces sanctions étaient destinées à « *limiter les programmes militaires déstabilisateurs de l'Iran* ».

### 2. ENCADREMENT TEMPORAIRE DE LA VOLATILITÉ DE LA BOURSE.

Anticipant une crainte massive du marché suite à l'attaque du 13 avril, le conseil d'administration de la bourse – sous tutelle du ministère de l'économie – a restreint dès le 14 avril et pour une durée de trois jours la volatilité des valeurs boursières du *Tehran Stock Exchange* (TSE) à 1 % par jour, en limitant les ordres de vente et d'achat qui dépasseraient ces limites. Cette mesure a été prolongée d'une journée supplémentaire, le 17 avril. Après avoir enregistré une baisse de 0,51 % le 14 avril en glissement journalier, le principal indice du TSE est remonté de 0,46 % en g.a le lendemain, sans doute en raison d'un investissement exceptionnel de 10 000 Mds IRR (14,3 M €) du Fonds national de développement dans des valeurs cotées. La volatilité le reste de la semaine a été inférieure à celle de ces deux premières journées. Le TSE avait déjà connu deux baisses notables entre le 2 et le 6 avril, suite à l'attaque du consulat iranien à Damas le 1<sup>er</sup> avril. La Banque Centrale avait alors augmenté le taux de conversion USD/IRR appliqué aux recettes d'exportations en devises des sociétés cotées, améliorant mécaniquement le compte de résultat de ces sociétés, ce qui a pu contribuer à la reprise constatée de l'indice boursier entre le 7 et le 9 avril.

### 3. MESURES EXCEPTIONNELLES POUR SOUTENIR LE RIAL.

Au lendemain matin de l'attaque du 13 avril, le rial affichait un niveau bas record sur le marché libre de 1 \$ = 730 000 IRR et 1 € = 750 000 IRR (contre 1 € = 690 000 IRR 24 heures auparavant). Dès le 14 avril au matin, les autorités ont pris des mesures d'urgence : (i) enchère d'or encadrée par la Banque Centrale ; (ii) vente organisée de pièces d'or ; (iii) injection de dirhams émiratis. En outre, la rumeur circulait dès le

16 avril que la Banque Centrale pourrait décider de dévaluer prochainement le taux NIMA II – destiné à l'importation de certains produits essentiels, de biens intermédiaires et d'équipements productifs et alimenté par des recettes d'exportations non-pétrolières – autour de 1 \$ = 450 000 IRR (contre 1 \$ = 435 677 IRR actuellement), ce qui serait de nature à inciter les exportateurs concernés à vendre une plus grande part de leurs devises sur ce marché, améliorant la disponibilité des devises à ce taux préférentiel pour les importateurs – qui, depuis plusieurs mois, sont en partie contraints de se fournir à des taux moins favorables, proches du taux libre, faute d'allocations suffisantes -, et donc à apprécier d'autant la valeur du rial sur le marché libre. Au total, le rial s'est stabilisé sur le reste de la semaine autour de 1 \$ = 650 000 IRR et 1 € = 700 000 IRR.

## ISRAËL

### 1. S & P DÉGRADE LA NOTE DE LA DETTE D'ISRAËL DE « AA- » À « A+ ».

L'agence de notation S&P Global a baissé d'un cran la note de la dette d'Israël vendredi, de AA- à A+. Cette note indique une forte solvabilité, malgré des "risques géopolitiques accrus". "La récente intensification de la confrontation avec l'Iran accroît les risques géopolitiques déjà élevés pour Israël", précise toutefois l'agence en assortissant sa notation d'une perspective négative. La perspective négative "reflète le risque que la guerre entre Israël et le Hamas ainsi que la confrontation avec le Hezbollah puisse s'aggraver et affecte l'économie d'Israël" selon S&P, qui pourrait revoir à la baisse cette notation dans les prochains mois. Il s'agit de la deuxième fois qu'Israël connaît une dégradation de la note de sa dette à long terme. En février, Moody's avait également dégradé sa notation à A2 assortie d'une perspective négative, en raison du conflit avec le Hamas. S&P prévoit un creusement du déficit public du pays qui devrait représenter 8% du PIB israélien en 2024, en raison de l'augmentation des dépenses de défense. Des déficits plus élevés vont persister à moyen terme et la dette des administrations publiques pourrait atteindre 66% du PIB en 2026.

### 2. LE SECTEUR DE LA DÉFENSE DOPÉ PAR LA SITUATION INTERNATIONALE.

L'attaque iranienne a permis de tester les systèmes de défense aérienne du pays et les excellents résultats obtenus ont immédiatement dopé les cours de bourse des entreprises qui y contribuent.

La part de l'industrie de défense dans l'économie d'Israël devrait durablement se renforcer. Après la Tech (18% du PIB dont une part militaire non quantifiable), le secteur « défense » est le deuxième moteur de l'économie israélienne et un des principaux étendards de la modernité du pays.

### 3. OUVERTURE DU MARCHÉ DE L'ÉLECTRICITÉ.

À compter du 25 juillet, les 3,1 millions de clients raccordés au réseau électrique pourront librement choisir leur fournisseur d'électricité. Israel Electric Authority a mis en œuvre la réglementation en vue de l'ouverture du marché. 47 entreprises ont déjà été agréées mais seulement 18 sont opérationnelles. On estime qu'un consommateur pourrait idéalement réaliser de 5 à 20% d'économies sur sa facture grâce à cette ouverture. Le prix au kW/h pratiqué par Israel Electric Company, le principal et historique fournisseur, est actuellement de 0,6145 ILS.

### 4. REPRISE DE L'INFLATION.

Le taux d'inflation avait baissé ces derniers mois, jusqu'à s'établir à 2,5% en rythme annuel fin février. Il augmente désormais de nouveau (2,7% à fin mars) ce qui devrait inciter la Banque Centrale à maintenir son taux directeur à 4,5% dans les prochains mois. On constate par ailleurs que la hausse des prix des logements a repris (+1% en moyenne nationale), une tendance qui devrait se poursuivre car l'arrivée des nouveaux logements sur le marché a été considérablement ralentie par la suspension de nombreux chantiers dès octobre 2023.

## JORDANIE

### 1. LANCEMENT D'UN NOUVEAU CADRE DE PARTENARIAT AVEC LA BANQUE MONDIALE.

Le conseil d'administration de la Banque Mondiale a approuvé, le 26 mars dernier, la mise en place d'un nouveau cadre de partenariat (CPF) avec la Jordanie pour la période 2024-2029, lequel fait suite au CPF 2017-2022. Le nouveau CPF bénéficie d'une enveloppe de 6,5 Mds USD sur 5 ans, dont 5 Mds USD sont apportés par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et 1,5 Md USD par la Société Financière Internationale (SFI). Il s'articule autour de 3 objectifs : le soutien au secteur privé (via le renforcement de la compétitivité et de l'investissement), le développement du capital humain, la résilience et la soutenabilité, et 2 objectifs transversaux : la gouvernance au service des personnes et la

numérisation ainsi que l'intégration des populations réfugiées.

### **2. AIDE FINANCIÈRE DE 500 M€ DE L'UNION EUROPÉENNE.**

La Commission Européenne a adopté une proposition d'aide macro financière (MFA) à hauteur de 500 M EUR. Ce programme d'aide s'inscrit dans la continuité des précédentes MFA, pour lesquelles l'Union Européenne a déboursé 1,08 Md EUR depuis 2013. Les fonds MFA prennent la forme de prêts concessionnels de long terme et les déboursements sont conditionnels à la tenue d'un agenda de réformes établi entre l'UE et le Royaume. La présente proposition doit à présent être validée par le parlement et le conseil européens.

### **3. BAISSÉ (-20%) DU TRAFIC « CONTENEURS » DU PORT D'AQABA AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE.**

Selon le syndicat jordanien de la logistique (JLA), le port d'Aqaba aurait enregistré une baisse des arrivées de conteneurs de -20 % en glissement annuel (g.a.) au cours du premier trimestre 2024 (87 708 conteneurs reçus au T1 2024 contre 109 674 au T1 2023). Les exportations de conteneurs depuis Aqaba auraient également diminué de -29 % en g.a. (22 836 conteneurs exportés au T1 2024 contre 32 128 au T1 2023).

## **LIBAN**

### **1. BAISSÉ DU TRAFIC PASSAGER (-6,7%) À L'AÉROPORT DE BEYROUTH AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2024.**

Le nombre de passagers à l'aéroport de Beyrouth a été ramené de 1,4 million au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 à 1,3 million au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, soit une diminution de -6,7% en glissement annuel (g.a.). Le repli a été particulièrement prononcé au mois de mars (-12,4% en g.a.). Cette tendance baissière, déjà visible sur les derniers mois de 2023, s'inscrit dans un contexte sécuritaire régional demeurant dégradé. Elle représente un risque significatif pour l'économie libanaise, alors que les retours saisonniers de la diaspora constituent l'une des deux principales sources de revenus du pays, avec les transferts de fonds. Suite à la nouvelle dégradation du contexte sécuritaire régional après l'attaque iranienne sur Israël le 14 avril, Lufthansa a annoncé la suspension de ses vols depuis et vers l'aéroport international de Beyrouth.

### **2. LA GUERRE À GAZA AFFECTERAIT NÉGATIVEMENT LA CROISSANCE SELON L'ESCWA**

La croissance réelle du PIB du Liban serait de -3% en 2023, selon les estimations de la Commission

économique et sociale pour l'Asie occidentale au sein des Nations Unies (ESCWA). La croissance aurait néanmoins pu être positive (+1,2%) dans les scénarios établis par l'ESCWA avant le début de la guerre à Gaza. Pour 2024, la commission prévoit toujours une croissance négative pour le Liban (-0,9%) à moins qu'il y ait des développements positifs majeurs : arrêt de la guerre à Gaza, fin du blocage institutionnel au Liban, adoption des réformes structurelles en lien avec les mesures prévues par l'accord préalable avec le FMI (SLA).

### **3. MAINTIEN DU NIVEAU DES RÉSERVES DE LA BANQUE DU LIBAN À LA FIN MARS 2024.**

Selon les dernières statistiques de la Banque du Liban, les réserves en devises étrangères (excluant les Eurobonds détenus par la Banque Centrale) atteignaient 9,6 Mds USD à la fin du mois de mars 2024. Ce chiffre confirme toutefois la progression des réserves observée depuis juillet 2023 (+1,03 Md USD), après avoir atteint un plus bas de 8,6 Mds USD à cette même période. Les réserves d'or ont quant à elles atteint 20,3 Mds USD à la fin du mois de mars 2024, soit une hausse de 2,1 Mds USD sur un an, dans un contexte de hausse marquée des cours mondiaux de l'or.

## **PALESTINE**

### **1. POINT SUR L'AIDE HUMANITAIRE À GAZA.**

Alors que la population dans la bande de Gaza se trouve dans une situation humanitaire pour le moins dramatique après plus de six mois de conflit, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), estimerait les besoins en denrées alimentaires pour la bande de Gaza à environ 500 camions par jour. À titre comparatif, depuis le début du mois d'avril, seulement 392 camions de nourriture ont pu être acheminés dans la bande de Gaza, soit bien en deçà des besoins identifiés par le PAM.

### **2. ONU : LANCEMENT D'UN NOUVEL APPEL AUX DONNÉS.**

Les Nations Unies ont lancé mercredi 17 avril un appel aux dons pour un montant de 2,8 Mds USD pour venir en aide à la population palestinienne à Gaza et en Cisjordanie (estimée à 3 M de personnes) en 2024. Selon l'ONU, 90% des fonds seront alloués à Gaza.

Pour rappel, l'ONU avait lancé le 12 octobre 2023 un premier appel aux dons d'urgence pour un montant de 294 M USD, puis porté son montant à 1,2 Mds USD courant novembre afin de répondre aux besoins les plus urgents de la population palestinienne.

Par ailleurs, l'ONU estime à 4 Mds USD le montant nécessaire pour répondre aux besoins de la population palestinienne.

## SYRIE

### 1. COMPLEXIFICATION DES TRANSFERTS DE FONDS.

Le montant des remises de fonds vers la Syrie est en baisse depuis plusieurs pays, notamment depuis l'Allemagne, l'Irak et Jordanie. Depuis l'Allemagne, pays européen avec la plus grande présence de réfugiés syriens, les remises de fonds ont baissé de 12% entre 2022 (407 M USD) et 2023 (360 M USD). Cette diminution pourrait se poursuivre en 2024

suite aux restrictions allemandes concernant l'accès à des prestations sociales en liquide pour les demandeurs d'asile sans emploi. Quant à l'Irak et la Jordanie, les difficultés de transferts d'argent vers la Syrie sont liées aux restrictions bancaires imposées par les banques centrales des deux pays. Les réformes bancaires en cours en Irak sur les transactions en dollar ont notamment impacté les salaires des réfugiés syriens et leurs possibilités de transferts, diminuant ainsi le montant des remises de fonds depuis l'Irak. Cela a été accentué par la récente mesure de Western Union d'imposer une limite pour l'envoi de fonds depuis l'Irak vers la Syrie.

## PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	398	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-4,6	-7,7	-5,5	-4,2	-5,3	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	93	49	31	62	112	181	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A2	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	35,7	4,0	38,5	3,0	1,6	192,3	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	47,6	n/a	50,8	47,4	n/a	48,4	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1761	336	282	1870	348	370	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1098	1629	41	1467	47	98	4	5

\* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS  
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtresor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtresor.gouv.fr)